

**-30%**  
d'ici 2027

RÉDUIRE LE  
**CHEPTTEL**  
FRANÇAIS

**2/3 des émissions de gaz à effet de serre de  
l'agriculture française sont dûs à l'élevage.**

*Majoritairement industriel, l'élevage français implique par ailleurs l'exploitation de millions d'animaux et contribue à de nombreuses pathologies de civilisation. Agir pour un monde meilleur, plus durable et plus sain, passe aujourd'hui par une réduction du cheptel français, en cohérence avec les recommandations des scientifiques.*

*Plusieurs pays d'Europe ont amorcé la transition, la France doit aussi prendre ses responsabilités !*

## SOMMAIRE

<b>Éléments argumentaires</b>	<b>3</b>
Contexte écologique : Les engagements de la France	3
<i>La SNBC (stratégie nationale bas carbone) :</i>	3
<i>Engagement de baisse des émissions de méthane</i>	3
<i>La Stratégie Nationale de lutte contre la déforestation importée:</i>	4
<i>Plan protéines végétales</i>	4
<i>Pollution aux nitrates</i>	5
<b>La réduction du cheptel, un engagement indispensable</b>	<b>6</b>
L'insuffisance des mesures d'aménagement de l'élevage	6
Et les autres pays?	7
<i>L'exemple néerlandais</i>	7
<i>La Flandre</i>	7
<i>L'Allemagne</i>	8
<i>L'Espagne</i>	8
Un objectif nécessaire: -30% en un mandat, sur la période 2022 - 2027.	8
<i>Bovins - l'impact global de l'élevage</i>	8
<i>Porcins - L'impact local de l'élevage</i>	9
<i>Volailles - L'impossible bien-être animal de l'élevage</i>	9
Moyens envisagés pour atteindre la réduction du cheptel souhaitée	10
<b>Accompagner la réduction du cheptel d'un changement de modèle alimentaire</b>	<b>12</b>
Manger plus végétal, un enjeu de santé	12
Une question de justice sociale	12
Moyens envisagés pour accompagner ce changement de modèle alimentaire	13
Les bénéfices attendus du changement agricole et alimentaire que nous envisageons	15
<i>Prévenir les prochaines pandémies</i>	15
<i>Agir contre l'antibiorésistance</i>	16
<i>Améliorer la santé humaine</i>	16
<i>Réduire les émissions de gaz à effet de serre</i>	17
<i>Réduire la surface agricole dédiée à l'élevage</i>	18
<i>Réduire la déforestation</i>	18
<i>Agir pour les animaux</i>	18

# 1. Éléments argumentaires

## 1.1. Contexte écologique : Les engagements de la France

### ➤ La SNBC (stratégie nationale bas carbone) :

- Son principal objectif est d'atteindre la neutralité carbone en 2050, avec une baisse de 46% des émissions de l'agriculture.
- La SNBC envisage d'ailleurs la réduction des cheptels bovins, comme indiqué p.33: "Baisse de 25 % du cheptel bovin laitier, Baisse de 33 % du cheptel bovin autre que laitier" en 2050, par rapport à 2015.
- Cependant, la SNBC est très décevante sur le changement de l'alimentation : aucun engagement pertinent sur une baisse de la consommation de viande, le seul objectif énoncé étant déjà atteint.

Par rapport à ces objectifs, il faut noter que :

- Aujourd'hui, [selon cette étude du Citepa](#) p.331 (Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique): "Les émissions de GES du secteur agricole ont diminué de 8% depuis 1990. **Cette baisse est principalement liée à la diminution de la taille du cheptel bovin** (animaux moins nombreux mais plus productifs)". On retrouve cette conclusion dans le détail de gaz CH4 et NO2.
- Cependant, les émissions du secteur agricole n'ont plus baissé depuis 2010 selon le collectif "[pour une autre PAC](#)".
- Dans 3 de ses 4 scénarios pour atteindre la neutralité en 2050, l'Ademe indique le besoin de réduire la consommation de viande d'au moins 30% (et jusqu'à 70%). ([détail de ces baisses par type d'élevages p275 du rapport](#)).
- Les scénarios Afterres et TYFA-GES, deux explorations poussées d'alternatives pour une résilience agricole et écologiques, misent eux respectivement sur une baisse de 60 et 34% des cheptels bovins.

### ➤ Engagement de baisse des émissions de méthane

- Lors de la COP 26, la France a pris l'engagement de réduire de 30% ses émissions de méthane en 2030 par rapport à 2020.

Par rapport à cet objectif, il faut noter que :

- Une étude récente à ce sujet ([A. Reisinger et al, 2021](#)) conclut qu'exclure les actions de réduction des émissions de méthane liées au bétail pourrait empêcher d'atteindre ces objectifs, même si des actions importantes sont mises en œuvre dans les autres secteurs.

- Les élevages bovins représentent environ 80% des émissions de méthane de l'agriculture française (source: [rapport SECTEN du CITEPA 2021](#)), soit près de 65% des émissions de méthane française.

➤ [La Stratégie Nationale de lutte contre la déforestation importée:](#)

- L'objectif de la Stratégie Nationale de lutte contre la Déforestation Importée, adoptée le 14 novembre 2018, est de **“mettre fin en 2030 à l'importation de produits forestiers ou agricoles non durables contribuant à la déforestation”**, notamment le **soja et le bœuf**.
- Cela est soutenu par une proposition de règlement européen contre la déforestation importée, présentée le 17 novembre 2021, visant à interdire l'importation en Europe de ces produits issus de la déforestation ou de la dégradation des forêts. Les entreprises souhaitant mettre ces produits sur le marché de l'UE devront collecter les coordonnées géographiques des terres où ils ont été produits afin de s'assurer qu'ils ne proviennent pas de terres qui ont été déboisées après le 31 décembre 2020.

Par rapport à cet objectif, il faut noter que :

- [Selon un rapport sur l'utilisation du soja en Europe en 2017](#), seulement 6% du soja importé en France (3.5 millions de tonnes) est labellisé “sans déforestation”, sachant que 3.3 millions de tonnes sont destinées à l'industrie animale ([majoritairement boeuf et volaille](#)).
- Pour les bovins, il serait possible de se passer de soja dans les rations nutritionnelles, mais cela implique dans tous les cas le remplacement par d'autres types d'aliments (pâture, tourteaux de colza, luzerne, pois...), qui devraient être produits localement et donc nécessitent la libération de terres.
- Pour les poulets (40% du soja utilisé en France), il serait compliqué de se passer du soja, les alternatives ([décrites dans ce rapport du celagri](#)) ayant toutes des inconvénients (manque de nutriments essentiels, etc.).

➤ [Plan protéines végétales](#)

- Il existe un plan pour le développement de la production de protéines végétales en France, visant “à accroître l'indépendance de la France pour son approvisionnement en protéines végétales destinées à l'alimentation humaine et animale”.

Par rapport à cet objectif, il faut noter que :

- [Un rapport sur les flux de matière premières réalisé par le GIS Elevage](#) montre qu'une très grande partie de la production de blé, maïs et orge produite et utilisée en France est destinée à l'élevage (70%).
- Une réduction du cheptel libérerait donc des terres pour cette production, tout en diminuant les besoins d'importations, et irait dans le sens de ce plan.

➤ Pollution aux nitrates

- En 2020, la [France a été mise en demeure par la commission européenne](#) d'agir sur la réduction des nitrates dans l'eau potable. La France a déjà été [condamnée à plusieurs reprises](#) par la cour de justice de l'Union Européenne pour cette même raison.
- Le [plan de lutte contre les nitrates en France est peu ambitieux](#). Il est critiqué par l'autorité environnementale indépendante du ministère de l'écologie chargée de l'analyser, et sa déclinaison en Bretagne a même été annulée par le tribunal de Rennes pour manque d'ambition face au problème récurrent des algues vertes (La région étant entièrement classée comme zone sensible sur le sujet de la pollution aux nitrates).

Par rapport à cet objectif, il faut noter que :

- [Le gouvernement Neerlandais](#) a lancé un plan de [25 milliards d'euros pour accompagner la reconversion des éleveurs](#), avec un objectif de réduction d'un tiers du cheptel du pays, comme mesure phare du plan d'action drastique de lutte contre la pollution aux nitrates.
- [Un rapport de Greenpeace](#) démontre les liens entre élevages industriels et pollution aux nitrates en Bretagne.

## 2. La réduction du cheptel, un engagement indispensable

### 2.1. L'insuffisance des mesures d'aménagement de l'élevage

- Plusieurs solutions sont mises en avant notamment par le monde de l'élevage pour réduire les émissions de gaz à effet de serre liées à l'élevage : recyclage des déjections pour produire de l'énergie (méthanisation), changement dans l'alimentation des ruminants pour réduire les émissions de méthane, masques anti-rots pour ruminants...
- Des études scientifiques concluent que le bénéfice environnemental de ces techniques n'est pas démontré, voire inexistant. Un [rapport de l'IATP](#) (Institute for agriculture and trade policy) de décembre 2021 souligne que les solutions techniques pour réduire, séquestrer ou compenser les émissions de l'élevage sont insuffisantes et détournent le regard de la nécessaire réduction de l'élevage.

#### ➤ Vers une transformation du modèle agricole

- Pour nombre de scientifiques, la question de la réduction des cheptels est centrale. « Si on n'accepte pas de toucher aux volumes produits, on s'interdit d'avoir le moindre succès que ce soit sur son empreinte carbone globale », insiste Pierre-Marie Aubert, chercheur à l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri). « Parler de la réduction du cheptel est encore tabou au niveau européen et national, observe Célia Nyssens, alors que pour les scientifiques, il n'y a aucun doute de la nécessité d'une telle mesure, que ce soit pour le climat, la biodiversité, la pollution. » [Le Monde](#).
- Dans le cadre de son « [plan de transformation de l'économie française](#) », The Shift Project prévoit une réduction d'un tiers de la production de lait et d'œufs, par deux des produits de la pêche, par trois des productions de viande bovine, de porc et de volaille. L'association estime que cette réduction, loin de contribuer à des pertes nettes d'emploi dans le secteur agricole, serait même compatible avec une augmentation du nombre d'éleveurs de 0,35 ETP en moyenne par ferme. Cette hypothèse repose notamment sur la baisse de charges et l'augmentation des prix payés aux producteurs. En effet, « il n'y a pas de lien simple entre la taille du cheptel et le nombre d'éleveurs qu'il permet de rémunérer, c'est bien la valeur ajoutée qui est déterminante », note The Shift Project.

## 2.2. Et les autres pays?

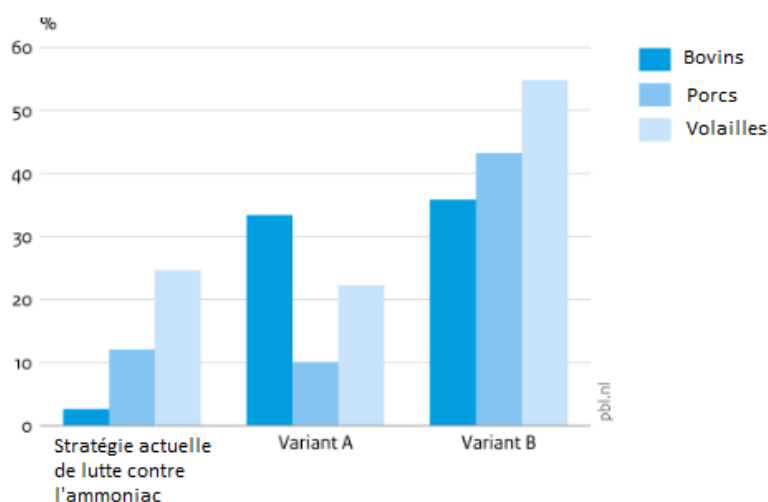
### 2.2.1. L'exemple néerlandais

- [Plan du gouvernement néerlandais](#): réduire le cheptel de 30%.

Un plan d'action (avec deux variantes) a été proposé au gouvernement néerlandais par "l'agence du cadre de vie", qu'il a lui-même mandatée sur la problématique de la pollution à l'azote.

Ces deux variantes sont claires: elles impliquent de baisser d'au moins 30% le cheptel néerlandais de bovins, et si possible également de porc et de volaille :

**Figur 4.1**  
Diminution du bétail par rapport à la trajectoire actuelle, 2030



Avec ce plan d'action, les Pays-Bas pourraient diminuer l'impact de leur agriculture de plus de 30% pour les émissions d'ammoniac, et de 25% pour les émissions de GES.

[Dans ce but](#), le 15 décembre 2021, le nouveau gouvernement Hollandais a [dévoilé un plan de 25 milliards d'aide](#) sur 13 ans pour accompagner les éleveurs néerlandais vers la conversion ou l'extensification de leurs élevages.

### 2.2.2. La Flandre

En février 2022, le gouvernement flamand [a conclu un accord pour la réduction de la pollution aux nitrates dans le pays](#). Cet accord stipule que les 40 fermes très polluantes seront fermées d'ici 2025, et 120 autres en 2026, moyennant des indemnités. Les autres exploitations porcines et de volaille devront réduire leurs émissions d'azote de 60% d'ici 2030. Le gouvernement vise au final sur [une réduction du cheptel porcin de 30% d'ici à 2030](#), et pour cela, a prévu une enveloppe de 3,6 milliards d'euros.

### 2.2.3. L'Allemagne

[Le nouveau ministre de l'agriculture allemand a annoncé le 14 janvier 2022](#) son intention d'introduire un étiquetage obligatoire sur le bien-être animal d'ici la fin de l'année, dans le but d'encourager à la réduction du nombre d'animaux par ferme. Cet étiquetage pourrait être associé à une taxe sur la viande et les produits laitiers, dont les fonds permettraient de financer la transformation du modèle agricole allemand vers un modèle plus respectueux du bien-être animal.

### 2.2.4. L'Espagne

[Le ministre de la consommation espagnol](#) Alberto Garzón appelle ses concitoyens à consommer moins de viande, et critique les élevages intensifs qui augmentent le risque de désertification du pays.

## 2.3. Un objectif nécessaire: -30% en un mandat, sur la période 2022 - 2027.

Nous prônons la réduction des cheptels de tous les animaux, et nous détaillerons ici certaines des raisons nous motivant pour les bovins, les porcins et les volailles. Chacune de ces catégories d'animaux d'élevage est emblématique de problématiques communes à l'élevage, particulièrement à l'élevage intensif, et c'est pourquoi nous pensons qu'il est nécessaire d'envisager la réduction des cheptels de l'ensemble des animaux.

### 2.3.1. Bovins - l'impact global de l'élevage

Le secteur de l'élevage bovin représente plus de 65% des émissions agricoles françaises de gaz à effet de serre (GES), soit 12,6% de l'ensemble des émissions nationales (Dollé et al., 2015 d'après Citepa, 2015).

Réduire de 30% le nombre de bovins élevés en France, [soit 5.4 M d'individus](#), pourrait donc permettre de diminuer les émissions nationales d'au moins 4%, et celles de l'agriculture de 20% (l'objectif étant de les baisser de 50% d'ici 2050 selon la SNBC).

De plus, concernant le méthane seul, les élevages bovins représentent environ 80% des émissions de méthane de l'agriculture française (source: [rapport SECTEN du CITEPA 2021](#)), soit près de 65% des émissions de méthane française. Réduire de 30% les individus bovins permettrait donc d'être cohérent avec nos engagements de réduction de 30% de nos émissions de méthane d'ici 2030.



Il est à noter que les émissions de l'élevage extensif sur prairie sont en partie compensées par le stockage du carbone dans ces prairies.

### 2.3.2. Porcins - L'impact local de l'élevage

En 2017, [57% des porcs sont élevés dans une seule région: la Bretagne](#), avec 13.4 millions d'animaux. Cette surconcentration y induit de [nombreuses pollutions](#), notamment dûes à l'impossibilité de gérer convenablement la quantité de lisier produite (que ce soit par leur épandage ou leur stockage). Ainsi, réduire le nombre de cochons élevés dans cette région semble la seule solution pérenne et sûre pour réduire les pollutions et leurs conséquences (phénomène des algues vertes, pollution des rivières et de l'eau potable, etc.), tout en ayant également un effet bénéfique sur les rejets de gaz à effet de serre. ([Il faut noter que la Bretagne](#) concentre également 22% des vaches à lait, 11% des vaches allaitantes et 31% des volailles).

Sans réduction du cheptel breton, particulièrement des porcs mais également des autres animaux, il sera impossible pour la Bretagne de réduire la concentration en nitrate des cours d'eau à des seuils permettant de limiter les phénomènes de pollutions de l'eau potable et les épisodes d'algues vertes. Voir à ce sujet [le rapport de Greenpeace](#).

### 2.3.3. Volailles - L'impossible bien-être animal de l'élevage

L'élevage de poulets présente également [les nombreuses problématiques](#) listées pour les autres animaux: émission de gaz à effet de serre, pollution et consommation d'eau, etc.

Mais c'est également un mode d'élevage représentatif de l'impossibilité d'allier production intensive et bien-être animal. En effet, en France, [les poulets sont majoritairement élevés dans des élevages intensifs \(70%\), comme les porcs \(95%\)](#) (les poulets représentent plus de 85% des 892 millions de volailles de chair abattues en France en 2020, sans parler de l'industrie des œufs). Et dans ces élevages, [chaque animal dispose d'un espace inférieur à celui d'une feuille A4](#). Cette donnée suffit à comprendre que ces conditions d'élevage sont totalement incompatibles, et de loin, avec un quelconque respect du bien être animal. Une réduction de 30% du cheptel de volaille permettrait donc à plus de 265 millions d'individus d'éviter cette vie atroce, et permettrait d'augmenter la surface disponible pour les autres en conservant les infrastructures existantes.

Un autre effet de ces élevages concentrationnaires est la forte propension à y faire apparaître et prospérer des maladies. Aujourd'hui, [de nombreuses épidémies se sont déclarées ou propagées à cause d'élevage intensifs](#) (on pense bien sûr aux nombreux épisodes de grippe aviaires), obligeant à l'abattage de millions d'animaux pour éviter un risque de transmission à l'homme (mais ne l'ayant pas toujours empêchée, avec par exemple plusieurs milliers de morts humaines dues à la grippe H1N1).

Cela se traduit notamment par l'utilisation intensive d'antibiotiques et le risque d'émergence d'antibiorésistance. En effet, bien que de gros efforts aient été faits depuis quelques années, 40% des antibiotiques utilisés en France sont à usage vétérinaire ([en 2018, 471 tonnes à usage vétérinaires pour 728 à usage humain](#)). Réduire les cheptels de 30% permettrait donc de baisser de plus de 10% l'usage d'antibiotiques en France.

Enfin, les volailles représentent 40% de la consommation de soja en France, celui-ci étant très majoritairement importé, et uniquement 6% labélisé sans déforestation, en désaccord avec les objectifs français contre la déforestation importée.

	<b>Bovins</b>	<b>Porcs</b>	<b>Volaille</b>	<b>Tous</b>
<b>Avantage à réduction de cheptel</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Climat : Diminution des émissions de méthane</li> <li>- Déforestation : moins de soja consommé</li> <li>- Libération des terres agricoles françaises</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Moins d'utilisation d'antibiotiques et diminution des risques de zoonoses</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Déforestation : moins de soja consommé</li> <li>- Moins d'utilisation d'antibiotiques et diminution des risques de zoonoses</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pollution : Moins de pollution nitrates</li> <li>- Moins de compétition avec l'alimentation humaine</li> <li>- Moins animaux maltraités et sacrifiés</li> </ul>
<b>Cheptels / exploitations agricoles</b> (2020 - hors polyculture polyélevage) <sup>1</sup>	18,5 millions de tête / 91 000 exploitations	13,7 millions / 5 000 exploitations	200 millions / 14 000 exploitations	

## 2.4. Moyens envisagés pour atteindre la réduction du cheptel souhaitée

- 1) Moratoire sur les constructions de nouvelles fermes industrielles ou leurs agrandissements

En interdisant la construction de nouvelles fermes industrielles, dont les caractéristiques devront bien être précisées dans la loi, le gouvernement enverrait un signal fort aux éleveur·euses contre l'intensification de l'élevage. Ce faisant, il limiterait la pollution locale et la souffrance animale tout en favorisant les emplois: en effet, aujourd'hui, [les fermes](#)

<sup>1</sup><https://www.lesechos.fr/industrie-services/conso-distribution/lagriculture-francaise-en-5-chiffres-fous-1371637>

[industrielles représentent la majorité des animaux élevés mais une petite part des éleveur-euses.](#)

2) Limitation du nombre d'animaux par ferme / surface

Cette mesure aurait des impacts similaires à la mesure ci-dessus, mais avec l'avantage de s'appliquer également aux fermes industrielles déjà existantes, qui auraient alors un délai pour se mettre en conformité avec la loi.

3) Soutien à la reconversion des éleveurs vers des productions végétales ou autres métiers

Bien sûr, les mesures ci-dessus devront s'accompagner de mesures de soutien aux éleveur-euses, pour sortir des productions animales industrielles, et se réorienter vers les productions végétales. Cela devra être cohérent avec des mesures d'incitation à une consommation plus végétale des ménages, notamment appuyée par le PNNS qui préconise une baisse de la consommation de viande. La commande publique, notamment via la restauration collective, sera également un appui fort à ces reconversions.

4) Limite du nombre d'animaux par zone géographique

Une autre solution à envisager, notamment pour sauvegarder l'environnement et la santé des Breton·nes, serait d'imposer une limite au nombre d'animaux sur une zone géographique donnée (régions, départements, ou autre découpage pertinent). Une telle coordination permettrait un vrai contrôle de la pollution aux nitrates liée aux élevages.

5) Moratoire sur l'importation de soja OGM/ lié à la déforestation

Un moratoire sur l'importation de soja OGM et associé à la déforestation est évidemment nécessaire pour respecter les engagements français. Cet engagement sera couplé à l'accompagnement à la reconversion d'éleveur-euse pour accompagner la production de protéines végétales nécessaire suite à la baisse des importations.

6) Accompagner la fermeture de certaines exploitations

A l'image du gouvernement Néerlandais, le gouvernement français pourrait accompagner la fermeture, voire racheter, des élevages situés dans des zones particulièrement sensibles à la pollution et/ou à préserver (pour leur intérêt en matière de biodiversité par exemple).

### 3. Accompagner la réduction du cheptel d'un changement de modèle alimentaire

#### 3.1. Manger plus végétal, un enjeu de santé

L'alimentation joue un rôle primordial pour notre santé et notre bien-être. C'est d'ailleurs le rôle des pouvoirs publics que de veiller à ce que la population, et notamment les plus jeunes d'entre nous, ait accès à des aliments de haute qualité nutritionnelle, en accord avec les données scientifiques les plus récentes.

Or, celles-ci ne cessent de pointer du doigt qu'il est urgent de végétaliser nos repas : l'OMS souligne les nombreux risques associés à la consommation de viande rouge et de viande transformée, tandis que le rapport 2015 du Dietary Guideline Committee américain fait du régime végétarien l'un des régimes de référence pour se maintenir en bonne santé. De même, l'ANSES a actualisé en 2017 ses recommandations nutritionnelles et préconise à présent de renforcer la consommation de fruits, légumes et légumineuses tout en limitant la viande et le poisson.

En encourageant une population à végétaliser son alimentation, on réduit donc considérablement les risques de développer des maladies telles que le diabète ou les maladies cardio-vasculaires et on améliore par là-même la santé publique des citoyens.

#### 3.2. Une question de justice sociale

Manger plus végétal est un enjeu de justice et d'égalité au sein du territoire français : contrairement aux idées reçues, plusieurs études<sup>2</sup> démontrent que les foyers les plus aisés consomment moins de produits carnés et plus de fruits et légumes que les foyers les plus défavorisés. Cela est dû notamment aux recherches récentes évoquées ci-dessus et qui prouvent la nocivité, pour la santé, d'une consommation trop élevée de viande rouge. Ainsi, les ménages les plus aisés auront davantage de facilités pour modifier leurs habitudes alimentaires et s'orienter vers une alimentation plus saine, et plus écologique, car plus végétale.

Par ailleurs, de nombreux enfants qui ne mangent pas de viande (pour des raisons de goût, philosophiques, confessionnelles, ou autres) se voient démunis, en particulier dans les cantines, pour avoir un repas équilibré. Pour corriger les inégalités qui subsistent en matière

<sup>2</sup> <https://www.anses.fr/fr/system/files/NUT2014SA0234Ra.pdf> ; <https://www.santepubliquefrance.fr/determinants-de-sante/nutrition-et-activite-physique/documents/rapport-synthese/etude-de-sante-sur-l-environnement-la-biosurveillance-l-activite-physique-et-la-nutrition-esteban-2014-2016-chapitre-consommations-alimentair>

d'alimentation entre les différents milieux sociaux, les pouvoirs publics territoriaux ont donc intérêt à agir pour que la part de protéines végétales consommées par les foyers les plus modestes ainsi que dans la restauration collective augmente.

La végétalisation de notre modèle agroalimentaire est aussi un acte de solidarité pour assurer la sécurité alimentaire dans d'autres pays. Manger plus végétal, c'est se montrer solidaire avec les pays du Sud. Les terres agricoles des pays riches étant insuffisantes pour y produire la nourriture consommée par les animaux d'élevage, les pays du Nord importent en très grande quantité des aliments produits dans les pays du Sud, qui empiètent sur leurs surfaces agricoles et compromettent leur possibilité de souveraineté alimentaire. Dans les pays du Sud, la culture d'aliments pour le bétail profite à de très gros propriétaires terriens, tandis que les petits paysans sont les victimes du modèle productiviste, par exemple en Amérique du Sud, où la culture du soja est un désastre écologique et social.

### 3.3. Moyens envisagés pour accompagner ce changement de modèle alimentaire

#### 1) Végétaliser l'offre de la restauration collective

La restauration collective sert chaque année presque 4 milliards de repas et représente donc un levier important pour transformer les habitudes alimentaires et structurer les filières agricoles. D'après des études menées par Greenpeace et l'Association végétarienne de France, plus de 200 villes et des dizaines de restaurants collectifs non-scolaires proposent une option végétarienne quotidienne, deux menus végétariens hebdomadaires, ou les deux. Chaque personne qui le désire devrait pouvoir bénéficier, en tant qu'utilisateur de la restauration collective, de cette option végétarienne, qu'elle le demande pour ses convictions personnelles, pour réduire son impact sur l'environnement, pour la condition animale ou simplement par goût.

Ces menus sont indispensables pour la santé publique et l'égal accès à un repas équilibré. L'ANSES et le Haut Conseil pour la Santé Publique indiquent que la consommation de protéines animales doit être limitée, en particulier pour la viande rouge. Les légumineuses, fruits, et légumes, doivent au contraire être davantage consommés, notamment pour leur apport en fibres et en certaines vitamines, dont la population moyenne est carencée. Une étude du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation montre que l'excès de viande et la sous-consommation de fruits et légumes sont inversement corrélés au niveau de vie. La végétalisation de l'alimentation est donc d'abord une mesure de justice sociale. De même, une partie de plus en plus importante de la population ne mange pas de viande à la cantine, et n'a donc aucune alternative pour manger un repas équilibré. L'introduction d'une option végétarienne quotidienne est associée à une augmentation de la fréquentation des cantines.

C'est pourquoi le Défenseur des droits préconisait dès juin 2019 une réflexion sur la généralisation d'alternatives végétariennes.

D'un point de vue éducatif, l'introduction de menus végétariens permet de changer les habitudes alimentaires pour les rendre plus saines et plus durables. Elle permet également d'élargir le répertoire alimentaire des convives en leur faisant découvrir de nouveaux aliments et de nouveaux plats. Elle est ainsi un puissant facteur de diversification de l'alimentation.

Enfin, [l'ANSES, interrogée par le Conseil national de la restauration collective \(CNRC\)](#) sur un éventuel pourcentage maximal de menus végétariens qui peuvent être servis sans dégrader la qualité nutritionnelle des repas en cantines scolaires, a répondu en novembre 2021 que: *"Les analyses issues de [nos] simulations révèlent que l'augmentation du nombre de menus sans viande ni poisson ne modifie pas le niveau de satisfaction des apports en nutriments, au regard de l'atteinte des références nutritionnelles. Il n'est donc pas pertinent de proposer de ce fait une fréquence maximale de menus sans viande ni poisson."*

#### 2) Lancement d'une grande politique de santé basé sur la végétalisation de l'alimentation

Les politiques de santé relèvent de la responsabilité de l'État. Récemment, [l'OMS elle-même a publié un rapport](#) soulignant les impacts négatifs de la surconsommation de produits d'origine animale sur la santé, et appelant à une évolution de nos régimes alimentaires vers un modèle plus végétal. Aussi, la mise en place d'une politique nutritionnelle est une priorité de santé publique et une vaste campagne de santé publique devrait être mise en place. Cela devra notamment s'accompagner d'une formation des professionnels de santé à ces questions.

#### 3) Mise en place d'une taxation des produits carnés.

Le prix est un levier important pour orienter les habitudes de consommation de la population. Devant les arguments de santé et écologiques notamment, il semble tout à fait pertinent de proposer l'instauration d'une taxe spécifique sur les produits animaux. L'argent collecté pourrait notamment servir à financer la réorientation des éleveurs et éleveuses, et permettrait de prendre en compte les externalités négatives (pollution, coûts de santé...) liées à l'élevage.

#### 4) Limiter les interventions des interprofessions des produits animaux

Aujourd'hui, les interprofessions de la viande et des produits animaux disposent d'un pouvoir important dû à la taille de ces filières en France et en Europe. Cela leur permet d'intervenir dans les écoles, lors des élaborations des politiques de santé, des politiques d'agriculture, etc. Il semble donc important d'encadrer ces lobbys et leurs champs d'interventions.

#### 5) Politiques d'informations

Il est important que la population française puisse connaître les conséquences de ses choix alimentaires. Pour cela, des campagnes pédagogiques sur les conditions de production des produits animaux, ainsi que leurs conséquences, devraient être élaborées et diffusées par les instances concernées.

#### 6) Contrôle des publicités

En totale contradiction avec les recommandations scientifiques en santé humaine et environnementale, de nombreuses publicités pour les produits carnés sont diffusées en permanence (ayant fréquemment recours à des images trompeuses sur les conditions d'élevage). Il est important de limiter et contrôler ces publicités qui incitent à la consommation de ces produits.

### 3.4. Les bénéfices attendus du changement agricole et alimentaire que nous envisageons

Le concept « One Health », associe santé humaine, animale et environnementale. L'objectif de ce concept consiste à prendre en considération tous les facteurs de maladies pour trouver des solutions adaptées, répondant à des enjeux de santé, humaine et animale, et d'environnement (INRAE, 2020)<sup>3</sup>.

Au-delà de l'aspect culturel, nos habitudes alimentaires et agricoles sont au cœur des principaux enjeux auxquels font face nos civilisations en termes de santé, d'environnement, d'égalité et d'économie. Ces habitudes alimentaires se sont façonnées à travers le temps et ont défini nos rapports à la terre, aux animaux et aux autres. Repenser ces habitudes s'impose comme un défi majeur du XXI<sup>e</sup> siècle et nécessite de considérer ces enjeux dans leur globalité et d'étudier leurs interconnexions.

#### 3.4.1. Prévenir les prochaines pandémies

À l'heure de la crise sanitaire due à la pandémie de covid-19, il est clair que les activités humaines et l'intensification de la mondialisation jouent un rôle important dans la propagation de maladies infectieuses, dont 60% sont des zoonoses, trouvant leur origine chez l'animal<sup>4</sup>. Ce type de maladies s'amplifie à mesure que l'humain côtoie de manière plus intensive les animaux, que ce soit par les élevages (qui ne cessent à la fois de s'étendre et de s'intensifier) ou par la déforestation qui rapproche l'être humain des animaux sauvages.

<sup>3</sup> INRAE, 2020. One Health, une seule santé. In : Site de l'INRAE [en ligne]. Date de consultation : 08/08/2021. Disponible sur : <<https://www.inrae.fr/alimentation-sante-globale/one-health-seule-sante>>

<sup>4</sup> MORAND, S., 2020. Épidémies de maladies infectieuses et biodiversité. In : Webinaire AJE – Zoonoses : peut-on prévenir les prochaines pandémies ? Date de consultation : 03/07/2020. Disponible sur : <<https://www.facebook.com/AJE.asso/videos/297638364762683>>

Ainsi, l'augmentation des élevages est corrélée à une augmentation des épidémies animales et à une baisse de la biodiversité entraînant une hausse des épidémies humaines mondiales (MORAND, 2020).

### 3.4.2. Agir contre l'antibiorésistance

La résistance bactérienne aux antibiotiques est l'une des 10 menaces les plus sérieuses pour l'humanité, selon l'OMS<sup>5</sup>. Elle est déjà la cause de 5500 décès par an en France et pourrait atteindre les 10 millions de décès dans le monde en 2050. En cause, une surconsommation des antibiotiques, en santé humaine et animale. En France, 38 % des antibiotiques sont utilisés dans les élevages<sup>6</sup>. Ces antibiotiques se retrouvent alors dans les produits d'origine animale consommés et dans les rivières. Il est possible d'agir concrètement en adoptant un régime alimentaire plus végétal et en entamant une réelle transition agroécologique.

### 3.4.3. Améliorer la santé humaine

Une réduction du cheptel s'accompagne nécessairement d'une réduction de la consommation de viande. Or cette évolution de la consommation apporte de nombreux bénéfices. La dernière enquête INCA 3 a permis de montrer que les enfants consomment aujourd'hui 2 fois plus de protéines et les adultes 1,7 fois plus de protéines que les recommandations de l'ANSES (ANSES, 2017). De plus, alors que les apports recommandés en fibres sont aujourd'hui de 30 grammes par jour, les enfants en consomment en moyenne 13 grammes et les adultes 20 grammes. Par conséquent, une réduction de la consommation de viande permet un rééquilibrage des assiettes.

L'alimentation végétale intervient comme levier de prévention primaire voire secondaire face à de nombreuses pathologies :

- Diabète de type 2 : une alimentation végétarienne permet un riche apport en fibres alimentaires, ces dernières ayant un impact positif sur la glycémie, le profil lipidique et la satiété et diminuent les risques de maladies cardiovasculaire, particulièrement hauts chez les personnes diabétiques<sup>7</sup>.
- Cancer : l'alimentation est le 3<sup>ème</sup> facteur de cancers liés au mode de vie et à l'environnement. Ainsi, 18 781 nouveaux cas de cancers en 2015 sont

<sup>5</sup> OMS, 2017. Communiqué de presse : [Cessons d'utiliser des antibiotiques chez des animaux en bonne santé](#).

<sup>6</sup> Anses, 2019. [Suivi des ventes de médicaments vétérinaires contenant des antibiotiques en France en 2018](#), 102 p. (p. 16).

<sup>7</sup> SIEVENPIPER, J. L., CHAN, C. B., DWORATZEK, P. D., FREEZE, C., WILLIAMS, S. L., 2018. [Nutrition Therapy](#). Canadian Journal of diabetes [en ligne]. Volume 48. p. 64-79.



attribuables à une alimentation insuffisamment végétale d'après le Centre international de recherche sur le cancer (Circ)<sup>8</sup>. Parmi ces nouveaux cas, 61 % sont liés à une trop faible consommation de fruits et de légumes (<300 g/jour) et de fibres (<25 g/jour) et 34 % à une trop forte consommation de viande rouge (>300 g/semaine) ou transformée.

- **Obésité** : une alimentation plus végétale serait associée à un régime plus sain et équilibré qu'une alimentation carnée<sup>9</sup>. Elle permet également un meilleur apport en fibres alimentaires, régulant mieux la satiété et une densité calorique plus faible. Un régime végétarien pourrait donc constituer une solution potentielle au développement de l'obésité et autres maladies non transmissibles.
- **Maladies cardio-vasculaires** : les régimes végétariens sont associés à une pression artérielle plus basse, à des lipides sanguins plus faibles et à une agrégation plaquettaire réduite par rapport aux régimes non végétariens<sup>10</sup>. Ils sont également bénéfiques pour la gestion du poids et réduisent le risque de développer un diabète de type 2. Pour toutes ces raisons, un régime végétarien sain, varié et équilibré a un effet bénéfique et protecteur sur le risque de développer des maladies cardio-vasculaires.

#### 3.4.4. Réduire les émissions de gaz à effet de serre

D'après une étude menée par l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'environnement (ADEME) en 2019, l'alimentation représente 163 Mt d'eqCO<sup>2</sup> annuel, soit 24 % des émissions de gaz à effet de serre de l'empreinte carbone des Français<sup>11</sup>. La phase de production agricole représente 67% de ce bilan carbone. L'un des moyens identifiés pour réduire l'impact carbone de l'alimentation réside dans une réduction de l'élevage, et donc du cheptel. En effet, 80% des émissions agricoles sont imputables à l'élevage, à savoir la production de viande, de produits laitiers et d'œufs<sup>12</sup>. Réduire la consommation de produits animaux apparaît donc comme un levier efficace pour minimiser les émissions de gaz à effet de serre liées à son alimentation.

<sup>8</sup> MARANT-MICALLEF, C., SHIELD, K. D., *et al*, 2018. [Nombre et fractions de cancers attribuables au mode de vie et à l'environnement en France métropolitaine en 2015 : résultats principaux](#). Bulletin épidémiologique hebdomadaire [en ligne]. n°21. p. 442-448.

<sup>9</sup> Zelaya, A., Sinibaldi, E., 2021. Is Vegetarianism a Solution for Obesity and NCDs? A Review. *Food and Nutrition Sciences*, **12**, 249-261. doi: [10.4236/fns.2021.123020](#).

<sup>10</sup> KAHLEOVA, H., LEVIN, S., BARNARD, D., 2018. [Vegetarian Dietary Patterns and Cardiovascular Disease](#). Progress in Cardiovascular Diseases [en ligne]. Volume 61, p. 54-61.

<sup>11</sup> BARBIER C., COUTURIER C., POUROUCHOTTAMIN P., CAYLA J.-M., SYLVESTRE M., PHARABOD I., 2019. [L'empreinte énergétique et carbone de l'alimentation en France](#).

<sup>12</sup> RAC, 2021. ["Manger local" permet-il de réduire les impacts environnementaux de son alimentation ?](#)

### 3.4.5. Réduire la surface agricole dédiée à l'élevage

La surface agricole nécessaire à la production de l'alimentation des Français représente 26 millions d'hectares sur les 28 millions d'hectares disponibles en France, dont 80% mobilisé par la production animale (BARBIER et al, 2019). De fait, les prairies, cultures fourragères et surfaces céréalières dédiées à l'alimentation animale témoignent de la forte empreinte de l'élevage sur le sol. Ceci a été confirmé par une étude plus récente de l'ADEME, s'intéressant à la comparaison des empreintes carbone et sol en fonction de régimes alimentaires plus ou moins riches en produits d'origine animale<sup>13</sup>. Un végétalien nécessiterait donc une surface agricole de 1300 m<sup>2</sup> par an contre 4300 m<sup>2</sup> pour un Français moyen et 6000 m<sup>2</sup> pour un gros mangeur de viande (170 g/jour).

### 3.4.6. Réduire la déforestation

Si la viande ne représente que 8 % des produits importés, elle représente 40 % des surfaces à l'étranger mobilisées pour l'alimentation française, dont une part conséquente pour les tourteaux de soja destinés à l'alimentation animale et responsables en grande partie de la déforestation en Amazonie.

### 3.4.7. Agir pour les animaux

Une réduction du cheptel signifie nécessairement une baisse de la souffrance animale et une réduction de l'élevage intensif.

---

Mission Végépolitique  
Fièrement propulsée par l'AVF  
[contact@vegepolitique.fr](mailto:contact@vegepolitique.fr)

---

<sup>13</sup> BARBIER C., COUTURIER C., KESSE-GUYOT E., PHARABOD I., 2020. [Empreintes sol, énergie et carbone de l'alimentation](#).